



RÉGION ACADÉMIQUE  
PROVENCE-ALPES-  
CÔTE D'AZUR

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

N° 01 DU 15 JANVIER 2026

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

**Travaux de Désamiantage d'une cage d'escalier extérieure sur  
le site du Rectorat de Nice**

---

**Pouvoir Adjudicateur :**

**Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur**

*Rectorat de l'académie de Nice*

*53 avenue Cap de Croix*

*06181 Nice cedex 02*

*représenté par Monsieur le Recteur de la Région Académique Provence Alpes Côte d'Azur,*

**Service instructeur**

DIRECTION REGIONALE ACADÉMIQUE DE LA POLITIQUE IMMOBILIÈRE DE L'ÉTAT (DRAPIE)

SERVICE ACADÉMIQUE CHARGE DE L'IMMOBILIER DE L'ÉTAT

ACADEMIE DE NICE

## SOMMAIRE

### Table des matières

<b>1</b>	<b>- Dispositions générales du contrat</b>	4
1.1	- Objet du contrat	4
1.2	- Décomposition du contrat	4
<b>2</b>	<b>- Pièces contractuelles</b>	4
<b>3</b>	<b>- Intervenants</b>	4
3.1	- Assistance Maitrise d'ouvrage	4
3.2	- Contrôle technique	5
3.3	- Sécurité et protection de la santé des travailleurs	5
3.4	- Le titulaire du marché	5
4	<b>- Confidentialité et mesures de sécurité</b>	5
5	<b>- Durée et délais d'exécution</b>	5
5.4	- Délai global d'exécution des prestations	5
5.5	- Délai d'exécution	5
<b>6-Prix</b>		6
6.1	Unité monétaire	6
	L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro	6
6.2	Taux de TVA	6
6.3	- Caractéristiques des prix pratiqués	6
6.4	- Répartition des paiements	6
6.5	- Modalités de variation des prix	6
6.6	- Modification du marché en cours d'exécution	7
6.7	- Réexamen des modalités financières	7
<b>7- Garanties Financières</b>		7
<b>8-Avance</b>		7
8.1	- Conditions de versement et de remboursement	7
8.2	- Garanties financières de l'avance	8
<b>9- Modalités de règlement des comptes</b>		8
9.1	- Décomptes et acomptes mensuels	8
9.2	- Présentation des demandes de paiement	8
9.3	- Délai global de paiement	9
9.4	- Paiement des cotraitants	9
9.5	- Paiement des sous-traitants	9
<b>10- Conditions d'exécution des prestations</b>		9
10.1	- Connaissance des lieux et documents	9
10.2	- Accès au site	10
10.3	- Caractéristiques des matériaux et produits	10
10.4	- Préparation et coordination des travaux	10
10.4.1	- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	10
10.4.2	- Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	10
10.4.3	- Registre de chantier	11
10.5	- Etudes d'exécution	11
10.6	- Installation et organisation du chantier	11
10.6.1	- Installation de chantier	11
10.6.2	- Signalisation de chantier	11
10.7	- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	12
10.7.1	- Gestion des déchets de chantier	12
10.7.2	- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	12

10.7.3- Documents à fournir après exécution.....	12
11- Sous traitance.....	13
12- Réception des travaux.....	13
12.1- Dispositions applicables à la réception .....	13
12.2- Epreuves concluantes .....	13
12.3- Délais de levée des réserves .....	13
13- Garantie des prestations.....	14
14- Pénalités .....	14
14.1- Pénalités de retard .....	14
14.2- Autres pénalités spécifiques.....	14
15- Assurances .....	15
16- Résiliation du contrat .....	15
16.1- Résiliation.....	15
16.2- Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
16.3 Carence de l'entreprise .....	16
17- Règlement des litiges et langues .....	17
18- Dérogations .....	17

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Les « Travaux de désamiantage d'une cage d'escalier extérieure du Rectorat de Nice. »

Lieu(x) d'exécution : 53 avenue Cap de Croix - 06181 Nice cedex 2

Le détail technique des prestations attendues est précisé au CCTP.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots en raison de considération financière.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles

## 2 - Pièces contractuelles

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

#### Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulière (CCTP) général et les CCTP des lots techniques et leurs annexes ainsi que les plans dont les exemplaires originaux conservés dans les archives du maître de l'ouvrage font seuls foi,
- Le mémoire technique du candidat détaillant les modalités d'exécution des prestations attendues remis par le titulaire lors de la consultation (et de manière générale, tous les documents techniques annexés à l'offre).

#### Pièces générales :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux – NOR : ECOM2106871A.
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux.
- Le Cahier des Clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) énumérés au CCTP

Les pièces générales bien que non fournies avec le dossier de consultation, sont réputées connues. Les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Assistance Maitrise d'ouvrage

L'Assistant à la Maitrise d'Ouvrage (AMO) ainsi que ses missions seront assurées par :

AMIANTE CONSULTING

12 clos de la Doria

13124 PEYPIN

☐ 07 84 73 52 60

e-mail : [p.goudet@amienteconsulting.fr](mailto:p.goudet@amienteconsulting.fr)

L'Assistance à la Maîtrise d'Ouvrage (AMO) est chargée des missions suivantes : L'AMO accompagne le maître d'ouvrage dans l'analyse des offres et la sélection des prestataires (entreprises candidates pour le lot désamiantage). Il peut proposer des critères techniques et financiers adaptés et aider à évaluer les candidatures selon les règles des marchés publics.

### **3.2 - Contrôle technique**

Aucun contrôle technique n'est prévu pour cette opération.

### **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération est de niveau II. Il sera désigné ultérieurement.

### **3.4 - Le titulaire du marché**

Le titulaire du marché désigne dès la notification du marché la/les personne(s) ayant qualité pour le représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, ainsi que pour l'exécution du marché.

Le titulaire du marché est tenu de signaler immédiatement au pouvoir adjudicateur toutes modifications survenant au cours de l'exécution du marché se rapportant au fonctionnement de sa société (modifications de la forme de l'entreprise, de sa raison sociale, des personnes ayant le pouvoir d'engager la société, changement d'adresse etc ...).

Les entreprises devront préciser les noms et coordonnées d'un référent qui devra pouvoir être contacté immédiatement en cas de problème lié au comportement de son personnel ou tout autre dysfonctionnement.

Tout changement de référent devra être notifié au Pouvoir adjudicateur dans un délai maximum de 8 jours ouvrés après sa nomination.

## **4- Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-Travaux.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5- Durée et délais d'exécution**

### **5.4 - Délai global d'exécution des prestations**

La durée globale maximum prévue au CCTP pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de **3 mois y compris compter la période de préparation de 2 mois**. La période de préparation intègre la rédaction et l'instruction du plan de retrait (30 jours calendaires).

Le candidat pourra indiquer à l'acte d'engagement une durée optimisée d'exécution des travaux. ; à défaut il indiquera la durée maximale d'exécution des travaux prévue au DCE, soit 4 semaines

Le délai global s'applique à l'achèvement de l'exécution de tous les travaux, y compris remise en état des lieux avoisinants qui ont pu être affectés par leur réalisation, et y compris repliement des installations de chantier.

### **5.5 - Délai d'exécution**

L'exécution du marché débute à compter de la date fixée par ordre de service. L'exécution des travaux débute à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## 6-Prix

### 6.1 Unité monétaire

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 6.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code Général des Impôts.

### 6.3- Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement. L'ensemble des travaux sont conclus à prix global et forfaitaire. Tous les travaux et postes à réaliser par le titulaire, décrits dans les pièces écrites du marché sont réputés inclus dans l'offre forfaitaire du marché. Les prix transmis par le titulaire comprennent les sujétions de toutes natures destinées à la réalisation des prestations.

### 6.4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

### 6.5- Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **mars 2026** **mois de remise des offres**. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont **fermes actualisables**. Le titulaire doit, lors de sa demande de paiement, calculer les variations de prix. Celles-ci seront contrôlées par le maître de l'ouvrage. Le présent marché est passé à prix ferme actualisable. Si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations fixée par l'ordre de service de démarrage du délai d'exécution des travaux, les prix du marché sont actualisés par le jeu de la formule suivante :

*Prix actualisé = prix initial x (indices ou index à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (indices ou index de la date de fixation du prix dans l'offre).*

$$P = P_o \times \frac{I(m-3)}{I_o}$$

-I<sub>o</sub> est l'index de référence défini ci-dessous de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

-I<sub>m</sub> - 3 est l'index de référence défini ci-dessous de la date de début d'exécution des prestations, moins 3 mois.

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur. Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant :

Index	Libellé
BT01	Index du bâtiment - BT01 - Tous corps d'état - Base 2010 Identifiant 001710986

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter, par simple échange de lettre et sans que la passation d'un avenant ne soit nécessaire l'indice de remplacement publié, ou si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

## 6.6- Modification du marché en cours d'exécution

L'[article 139](#) du Décret relatif aux marchés publics qui précise les cas dans lesquels une modification peut-être décidée par l'acheteur. Voici les 6 cas dans lesquels des modifications peuvent avoir lieu :

- Quand elles ont été prévues dans le contrat initial (réexamen) ;
- En cas de travaux, fournitures ou services supplémentaires qui n'avaient pas été prévus au départ ;
- Si elles sont imprévisibles et nécessaires ;
- Quand un nouveau titulaire remplace l'initial ;
- Seulement si elles ne modifient pas la nature du marché ;
- Seulement si le montant de la modification est inférieur aux seuils européens et ne dépasse pas 15% du montant initial pour les marchés de travaux.

## 6.7- Réexamen des modalités financières

En cas de survenance d'un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat, l'acheteur et le titulaire du marché conviennent d'échanger pour discuter de la mise à jour éventuelle des modalités financières du contrat afin de tenir compte des évolutions des produits ou prestations. La mise à jour convenue prendra la forme d'un avenant.

Il appartient au titulaire de prouver à l'acheteur le caractère imprévisible de la situation ainsi que le bouleversement économique du contrat, entraînant pour le titulaire des charges supplémentaires, notamment par des justifications comptables. Ainsi, le titulaire devra être en mesure de justifier, d'une part, son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et, d'autre part, ses débours au cours de l'exécution du marché.

La conclusion d'un avenant doit permettre au titulaire de l'aider à surmonter les difficultés économiques temporairement rencontrées. Si la situation de déséquilibre économique du contrat devait perdurer dans le temps, l'acheteur se réserve la possibilité de dénoncer le contrat à tout moment, et sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

## 7- Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8-Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### 8.1- Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant initial du marché, toutes taxes comprises, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

*La catégorie des micros petites et moyennes entreprises (PME) est constituée des entreprises qui occupent moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 millions d'euros cf. recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 sur la définition des PME.*

L'avance n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant toutes taxes comprises. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **8.2- Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance.

## **9- Modalités de règlement des comptes**

### **9.1- Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général. Le décompte général et définitif lie définitivement les parties, sauf en ce qui concerne la variation de prix afférente au solde.

Le représentant du pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire le montant de cette variation de prix au plus tard dix jours après la publication de l'indice ou l'index de référence permettant de calculer la variation du solde. La date de cette notification constitue le point de départ du délai de paiement de ce montant.

### **9.2- Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.



Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des demandes de paiement. Ainsi, le titulaire économise les coûts d'édition et d'envoi postal des demandes de paiement et peut suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement par les services de l'Etat.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des demandes de paiement sont disponibles directement sur le site, soit en posant une question à l'assistant virtuel, soit en contactant l'assistance utilisateurs (via un formulaire en ligne).

Toutes les informations nécessaires à la création d'un compte utilisateur ainsi que la documentation et les propositions d'accompagnement sur l'espace collaboratif de Chorus Pro sont accessibles à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>



La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché (cf AE)
- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage INDIQUER le siret suivant : 11000201100044
- le code du Service Exécutant de la dépense : **RECCHOR006**
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) : cette référence EJ Sera « **communiqué au titulaire lors de la notification du marché** ».

**ATTENTION : Il faut que le dépôt soit fait en facture simple et pas en facture de travaux**

### **9.3- Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **9.4- Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

### **9.5- Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

## **10- Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

### **10.1- Connaissance des lieux et documents**

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du site concerné par la présente consultation et de toutes les contraintes et sujétions liées à son environnement et notamment les itinéraires d'accès l'état de ces accès et la nature du site des travaux.

De même, il est réputé avoir consulté tous les documents mis à sa disposition par l'acheteur.

Le titulaire ne peut se prévaloir de la méconnaissance d'aucun élément d'information dont il n'aurait pas fait la demande, pour obtenir réparation ou dédommagement de tout préjudice causé par ce manque d'information.

Le titulaire est réputé avoir vérifié et fait siennes les informations recueillies.

## **10.2- Accès au site**

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution,
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier

## **10.3- Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

Des vérifications qualitatives et quantitatives seront effectuées sur les matériaux et produits objet du marché conformément aux dispositions du CCTP et du CCAG-Travaux.

## **10.4- Préparation et coordination des travaux**

### **10.4.1- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, hors du délai d'exécution des travaux, d'une durée de **2 mois** intégrant la rédaction et l'instruction du plan de retrait (30 jours calendaires).

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Dans le cadre de l'élaboration du plan de prévention, maître d'ouvrage et titulaire(s) doivent effectuer, pendant la période de préparation, les opérations suivantes :

- le maître d'ouvrage a la charge d'organiser, conformément à l'article R. 4512-2 à 5 du Code du travail, une inspection commune à laquelle participent le titulaire ;
- le titulaire participe à l'inspection commune préalable des lieux de travail, des installations et des matériaux conformément à l'article R.4512-2 à 5 du Code du travail ;
- le titulaire analyse les risques liés à l'opération afin de définir les mesures de préventions ;
- le titulaire élabore, conjointement avec le maître de l'ouvrage, le plan de prévention des risques au sens de l'article R. 4512-6 à 16 du Code du travail. Ces obligations sont applicables à chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants).

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa de l'Assistant à la Maitrise d'Ouvrage et au maître d'ouvrage 30 jours au plus tard après la notification du marché.

### **10.4.2- Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et l'assistant à la maîtrise d'ouvrage sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage.

À la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Le titulaire s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

#### **10.4.3- Registre de chantier**

Un registre de chantier sera tenu dans le cadre de l'exécution du marché pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par l'assistant à la maîtrise d'ouvrage.

### **10.5- Etudes d'exécution**

#### **10.6- Installation et organisation du chantier**

##### **10.6.1- Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

##### **10.6.2- Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

## **10.7- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **10.7.1- Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer de la traçabilité des déchets et matériaux issus du chantier, le titulaire lui fournit les éléments de cette traçabilité, notamment grâce à l'usage de bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier. Ainsi, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie à l'assistant à la maîtrise d'ouvrage, les constats d'évacuation des déchets signés contradictoirement par le titulaire et les gestionnaires des installations autorisées ou agréées de valorisation ou d'élimination des déchets.

Pour les déchets dangereux, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire (arrêté du 29 juillet 2005 modifié par arrêté du 26 juillet 2012 concernant les bordereaux de suivi de déchets dangereux).

Par ailleurs, pour les déchets inertes et les déchets non dangereux, l'entreprise demande aux sites ayant réceptionné les déchets de fournir des bons de réception avec les informations nécessaires au suivi des déchets. Ces documents doivent servir aux renseignements du registre chronologique des déchets réglementaires, conformément à l'arrêté du 29 février 2012 modifié par l'arrêté du 27 juillet 2012 qui doit par ailleurs être tenu pour toutes les catégories de déchets dans le cadre du chantier concerné.

Lorsqu'il aura été constaté que le titulaire n'a pas procédé à l'évacuation des déchets provenant de la démolition ou de la construction, il sera fait application de l'article 37.2 du C.C.A.G Travaux.

### **10.7.2- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, le titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **10.7.3- Documents à fournir après exécution**

**Le titulaire remet au maître d'ouvrage et à l'assistant à la maîtrise d'ouvrage dans le délai de 1 mois suivant la réception des travaux les éléments constitutifs du Dossier « rapport de fin de travaux ». L'acheteur insiste sur le fait de disposer d'un dossier complet dans les meilleurs délais.**

Le contenu dudit Dossier est fixé à l'article 7 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Tous les documents devront être sécurisés, indentifiables et interopérables avec les logiciels permettant de lire les formats suivants :

- Fichiers compressés au standard .zip (lisibles par les logiciels Winzip, Quickzip ou Winrar par exemple ;
- Adobe® Acrobat® .pdf (lisibles par le logiciel Acrobat Reader) ;
- Rich Text Format .rtf (lisibles par l'ensemble des traitements de texte : Word de Microsoft, Wordperfect, OpenOffice ou encore la visionneuse de Microsoft...) ;
- .doc ou .xls ou .ppt en version 2000-2003 (lisibles par l'ensemble MicrosoftOffice, OpenOffice, ou encore la visionneuse de Microsoft...) ;
- Format DWF (lisibles par les logiciels Autocad, ou des visionneuses telles que Autodesk DWF viewer, Free DWG Viewer d'Informative Graphics...).

## 11-Sous traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement.

Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables. Le sous-traitant qui recourt lui-même à la sous-traitance est tenu de délivrer une caution personnelle et solidaire.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

## 12- Réception des travaux

### 12.1- Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux, et celles décrites au CCTP.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et à l'assistant à la maîtrise d'ouvrage de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

### 12.2- Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

### 12.3- Délais de levée des réserves

Conformément à l'article 41.5 du CCAG-Travaux, en cas de réserves formulées sur le procès-verbal des opérations préalables à la réception des travaux, l'entrepreneur doit exécuter les prestations dans le délai maximal indiqué dans la décision de réception, ce délai ne pouvant excéder un mois.

La constatation de l'exécution de ces prestations doit donner lieu à un procès-verbal dressé dans les mêmes conditions que le procès-verbal des opérations préalables à la réception prévu à l'article 41.2 du CCAG-Travaux.

Conformément à l'article 41.6 du CCAG-Travaux, en cas de réserves formulées sur le procès-verbal des opérations préalables à la réception des travaux, l'entrepreneur devra remédier aux imperfections et malfaçons dans le délai fixé par le maître d'ouvrage dans la décision de réception, ou, en l'absence d'un tel délai, un mois avant l'expiration du délai de garantie défini à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Au cas où ces travaux ne seraient pas faits dans le délai prescrit, le maître d'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée sans effet.

En cas de retard constaté par le maître d'ouvrage en appui par l'assistant à la maîtrise d'ouvrage dans l'exécution des prestations susvisées, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 15 du présent CCAP.

Les délais d'intervention indiqués au présent article peuvent être raccourcis dans le cas de réserves, malfaçons ou désordres nécessitant une intervention rapide motivée par des problèmes de sécurité touchant les personnes ou les ouvrages ou risquant d'occasionner une aggravation des désordres, ou afin d'assurer la continuité du fonctionnement de l'ouvrage.

## **13- Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux. A l'expiration du délai de garantie prévu à l'article 44.1 supra, le titulaire est dégagé de ses obligations contractuelles. La période de garantie couvre non seulement les désordres ayant fait l'objet de réserves dans le procès-verbal de réception mais également ceux qui apparaissent et sont signalés dans l'année suivante la date de réception.

### **Prolongation du délai de garantie :**

Le délai de garantie peut être prolongé dans les conditions de l'article 44.2 du C.C.A.G Travaux par décision de l'acheteur jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations relatifs au marché conformément aux prescriptions techniques des stipulations contractuelles. La libération de sûreté liée au délai de garantie peut être ainsi retardée ou différée si à l'expiration du délai de garantie prévu au marché, l'Entrepreneur n'a pas rempli toutes ses obligations contractuelles.

### **Garantie particulière - dommages de travaux publics :**

Le titulaire sera responsable des dommages de travaux publics et privés causés lors de l'exécution du marché, qu'ils soient connus avant ou après réception des travaux.

L'acheteur se réserve la possibilité d'appeler en garantie le titulaire après réception des travaux, même sans réserve, en cas de dommages de travaux publics causés lors de l'exécution du contrat mais connus seulement après réception.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, si à l'expiration du délai de garantie le titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves émises tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celles-ci soient assurées par le titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6 du CCAG-Travaux.

## **14- Pénalités**

### **14.1- Pénalités de retard**

Le titulaire subira par jour calendaire de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité égale à 100 € TTC.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du retard par la maîtrise d'ouvrage en appui par l'assistant à la maîtrise d'ouvrage.

Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard ou une partie du retard serait résorbé par l'entrepreneur concerné, de remettre totalement ou partiellement ces pénalités à l'entrepreneur.

### **14.2- Autres pénalités spécifiques**

#### Pénalités pour absence aux réunions de chantier :

En cas d'absence aux réunions de chantier, le Maître d'ouvrage pourra appliquer à l'entrepreneur absent et dûment convoqué, une pénalité par absence constatée de 100 € TTC.

Toutefois, le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de remettre ces pénalités s'il juge que l'absence est due à des causes indépendantes de la volonté de l'entrepreneur ou excusée.

#### Pénalité en cas de retard dans la remise des documents :

- **à fournir après exécution** : en application de l'article 40 du CCAG travaux et du CCTP, en cas de retard constaté, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **150,00 €** par jour calendaire de retard.
- **à fournir en cours de chantier pour visa par l'assistant à la maîtrise d'ouvrage**: en cas de non-transmission des documents d'exécution, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire fixée à **150,00 €** par jour calendaire de retard.

Pénalités en cas de non-respect des prescriptions imposées dans le cadre du suivi et de l'élimination des déchets : le titulaire encourt, en cas de non-respect des prescriptions imposées pour le suivi et l'élimination des déchets issus de l'exécution des travaux, une pénalité forfaitaire de **150,00 euros par manquement constaté** par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Pénalités pour non-remise des documents en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur le chantier : le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 300,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents relatifs à la Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.

## **15- Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire ces attestations d'assurance, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

#### **Assurance des sous-traitants :**

Le titulaire et ses cotraitants éventuels font leur affaire de la collecte des attestations d'assurance de leurs sous-traitants afin de les produire à l'acheteur.

#### **Sinistre :**

En cas de sinistre en cours de chantier, le titulaire, et s'il y a lieu ses cotraitants, ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil.

## **16- Résiliation du contrat**

### **16.1- Résiliation**

Conformément aux dispositions des articles 46 à 49 du CCAG Travaux, le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

En outre, en cas d'interruption du service du titulaire sans accord préalable des services la région académique, celle-ci pourra faire assurer provisoirement par un tiers et à la charge du titulaire, le service dû par ce dernier à la condition expresse d'adresser à l'entreprise défaillante une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si la défaillance du titulaire se prolongeait pendant plus d'une semaine à compter de la mise en demeure, la région académique peut de plein droit exiger la résiliation pure et simple du marché.

En cas d'inexactitude des renseignements prévus par l'article L.2141 du code de la commande publique (interdiction de soumissionner à des marchés publics), la personne publique peut résilier le marché aux torts du titulaire, conformément aux dispositions des articles 46 à 49 du CCAG/travaux.

De même, après une mise demeure restée infructueuse, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci ne prétende à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article R.324-4 du Code du Travail (déclaration sociales pour le recouvrement des cotisations sociales).

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire les obligations de celle-ci ou présenter ses observations.

Outre les cas de résiliation prévus à l'article 46 du CCAG/travaux, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet (envoi en recommandé avec accusé de réception) après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai si des défauts constatés n'étaient pas corrigés.

## **16.2- Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16.3 Carence de l'entreprise**

En cas de carence de l'entreprise, il sera fait application de l'article 48 du CCAG/travaux qui prévoit l'exécution du marché aux frais et risques de l'entreprise défaillante.



## 17- Règlement des litiges et langues

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nice est compétent en la matière. (art. R 312-11 du CJA)

A défaut de parvenir à un accord amiable, et avant de saisir la juridiction compétente, pour les litiges nés de l'exécution du marché, les parties peuvent convenir de saisir le comité consultatif de règlement amiable qui est chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article [R. 2197-1](#) du Code de la Commande Publique

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 18- Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13 du CCAP déroge à l'article 44.2 du CCAG - Travaux

Document dressé le 15 Janvier 2026